

Nouvelles locales des mercredi 03 et jeudi 04 septembre 2014

@rib News, 04/09/2014 ĩ Politique - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) va commencer ce vendredi des sances de consultation dans le but de mettre en place les Commissions Electorales Provinciales et Communales Indépendantes (CEPI et CECI). Lors dune conférence de presse que le président de cette commission animée ce jeudi, il a annoncé que tous les groupes de Burundais doivent être entendus hormis les acteurs politiques qui, selon lui, ne sont reconnus par aucun texte de loi. Ces derniers sont entre autres les anciens présidents des partis politiques mais qui ont été limog s et ne sont pas reconnus par le ministère de l Int rieur.

Pierre Claver Ndayicariye a aussi précisé que même les organisations de la société civile et les confessions religieuses doivent être consultées. Il a aussi précisé que les équilibre politiques, de genre et d ethnie seront scrupuleusement observés et que le nombre de membres des CEPI et des CECI dépendra du nombre de communes et de zones dont dispose chaque province et chaque commune. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr/rtnb] - Les jeunes de l AC-Ikibiri s insurgent contre le comportement du ministre de l Int rieur de vouloir déstabiliser cette alliance. Lors dune conférence de presse animée ce jeudi, le représentant de ces jeunes s en est pris   Edouard Nduwimana qui vient d agr er un parti politique dans une période de 4 jours seulement, parti politique qui pourra remplacer l ADC-Ikibiri qui n est pas encore agrée par le ministère de l Int rieur. Patrice Gahungu précise que ces jeunes qui ont formé l APDR sont des membres de Zigamibanga aile de Feruzi et qui ont été sollicités par Nduwimana pour agir ainsi. Il s tonne du fait que l APDR dans son rapport au président du CNDD-FDD et conclut qu il ne s agit que dune aile de ce parti. Il lui demande d man uvrer puisqu elles n aboutiront   rien étant donnée que l ADC-Ikibiri est déterminé   en découdre les agissements. [rtr/rpa/isanganiro] - Les membres du comité provincial du parti Uprona dans la province de Cankuzo ont sorti un communiqué pour dénoncer l lection d un secrétaire provincial et son adjoint en remplacement d n avaient pas encore terminé leur mandat. Selon ce communiqué, Daniel Ruhamagaye et son adjoint ont été limog s par une réunion organisée par Gaston Sindimwo et aucun mudasigana n  tait présent dans cette réunion sauf que  ves du secondaire en vacances qui avaient été attirés par les boissons au cours dune réception après la réunion. Ce communiqué a été signé par tous les 10 membres de ce comité en province Cankuzo. [rpa/bonesha] ĩ Justice - Les Etats Unis d Am rique se disent préoccupés par la détérioration de la santé du président de l APRODH depuis vendredi de la semaine passée. Selon un communiqué sorti ce jeudi, ils rappellent que le gouvernement a l obligation de respecter les lois nationales et conventions sur les droits de l homme. Ainsi, ils estiment que le gouvernement du Burundi devrait respecter les droits humains fondamentaux de ce défenseur des droits de l homme et lui garantir un procès équitable. Ils affirment qu ils attendent avec impatience le sort qui lui sera réservée après son rétablissement et trouvent qu il devrait plutôt être libéré. C est la même réaction de la France qui affirme qu elle est inquiète en ce qui concerne la santé du président de l APRODH. Selon le porte-parole du Quai d Orsey, le gouvernement du Burundi doit respecter les lois nationales et les conventions en matière des droits de l Homme.

[rtr/isanganiro/rpa/bonesha] - Le parti au pouvoir estime que la question de Pierre Claver Mbonimpa ne concerne que la justice. Selon le porte-parole de ce parti, la justice doit être libre et travailler conformément   la loi en traitant cette question. Onésime Nduwimana espère que la justice ne doit subir aucune pression de la part de qui que ce soit pour agir dans un sens ou dans un autre. Ainsi, il demande   la société civile, aux médias, aux politiciens et   toute personne d attendre ce que la justice va décider sur ce cas. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha/rtnb] - Le procès des présumés assassins de l ancien vice-président de l OLUCOME Ernest Manirumva a été entendu   la Cour suprême de Burundi qui devrait statuer sur la demande en révision de la partie civile (la famille de Manirumva et l OLUCOME). Mais, les condamnés ne se sont pas représentés et seulement Hilaire Ndayizamba avait re su la notification de cette demande faite par la partie civile dans cette affaire. Selon l avocat de l OLUCOME, il est incompréhensible que la notification soit faite uniquement   un seul prisonnier alors qu il y en a une dizaine. Maître Janvier Bigirimana trouve qu il s agit dune volonté délibérée de faire piétiner le procès. Il continue   demander que le rapport du FBI sur les enquêtes soit pris en considération lors de ce procès et que les personnes citées soient objet d examen des ADN. Quant   l avocat d Ndayizamba, il affirme qu il ne connaît pas le problème qui s est posé et qui a fait que son client ne compareisse dans l audience d aujourd hui. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha/rtnb] - Après la mort du père du chef de cabinet   la documentation nationale, ceux qui rendent visite aux personnes déjà arrêtées dans cette affaire affirment qu elles sont persécutées par le fils de la victime du nom de Gervais Ndirakobuca dit Ndakugarika. En effet, deux d entre eux ont été arrêtés ce mercredi soir au chef lieu de la province Cibitoke et conduits au cachot de la police   la même province pour être relâchés ce jeudi. Ils trouvent qu ils ont le droit d aller rendre visite aux leurs qui sont incarcérés. Les organisations de défense des droits de l homme dans cette province trouvent qu il s agit d un abus de pouvoir de la part de la police et demandent que cela cesse sans condition. [rpa/isanganiro]

ĩ Sécurité - Le commandant en chef de la Mission de l ONU en Somalie annonce que les différents contingents composant cette force ont déjà conquis une quinzaine de villes reprises aux insurgés d Al-Shebab depuis le mois de février de cette même année au moyen de deux opérations militaires. Le Lieutenant Général Silas Ntigurirwa précise que cette opération doit nécessairement avoir fait des victimes dont il n a pas voulu donner le nombre. Il a aussi ajouté qu une autre opération baptisée Océan Indien est en cours pour reprendre aux islamistes tous les ports et villes qu ils occupent. Il annonce que d ici la fin de l ann e, ils se sont donnés l objectif de libérer toute la Somalie de l emprise des ces terroristes. Il a profité de cette occasion pour affirmer que le retard dans le versement des salaires des militaires s observe pour tous les contingents et précise que d ici la semaine prochaine, ils vont percevoir leur d . Il ajoute également que malgré cela, le moral de ses troupes est au bon fixe. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha/rtnb]

- Un homme a tué sa propre femme dans le village III de la commune Gihanga en province Bubanza la nuit de ce mercredi   jeudi. Selon des sources sur place, Elie Cishahayo est rentré chez lui après avoir pris un verre de trop et a aussitôt commencé   battre sa femme   l aide des coups de poing surtout au niveau du ventre. Cette dernière a été transportée   l h pital mais elle a succombé le matin de ce jeudi. Le présumé au

meurtre a été arrêté et se trouve pour le moment dans le cachot de la police à Gihanga où sa fille a été venue personne pour témoigner contre son père. [rpa/isanganiro/bonesha/rtnb] - Deux parents ont tué leur enfant à l'aide du poison utilisé pour tuer les rats appelé «sumu ya panya» sur la colline Muzinda de la commune Mpannda en province Bubanza la nuit de ce mardi à mercredi. Ils ont été arrêtés par la police ce mercredi et conduits au cachot communal où ils s'accusent mutuellement de ce crime. La police indique que les enquêtes continuent afin de pouvoir déterminer la responsabilité de l'un ou de l'autre avant de les présenter au juge. [isanganiro] - La commission chargée de la distribution des places au marché provisoire du COTEBU demande aux anciens commerçants du marché central de Bujumbura parti en fumées il y a une année et demi de se faire inscrire afin de bénéficier des places dans ce nouveau marché. Le président de cette commission annonce que ce travail va se dérouler du lundi 8 au mercredi 10 septembre 2014 au stade Prince Louis Rwagasore. Melchior Simbaruhije précise que ceux qui viendront s'inscrire devront se munir de leurs pièces d'identité et du contrat les liant avec la SOGEMA toute autre pièce justifiant l'existence de ce contrat. Ainsi, il annonce que la commission doit avoir des listes avant de mettre sur pied des critères qui serviront de base à l'établissement des listes définitives de ceux qui bénéficieront des places dans ce marché de COTEBU. Il donne aussi les informations selon lesquelles les commerçants ne sont pas représentés dans cette commission. Selon lui, tous les commerçants ont été associés à cette opération. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha/rtnb] - Les travailleurs de la société «Doc Service» qui affirme qu'elle travaille avec documentation et l'OBR pour lutter contre la fraude ont fait un sit-in devant les bureaux de la police dans la province de Cibitoke. Ils veulent réclamer plus de 7 millions de salaire aux dirigeants de cette société qu'ils n'ont pas encore depuis le début de leur travail. En effet, ils devraient verser 1/3 de l'argent qu'ils récoltent dans les caisses du CND, FDD, 1/3 dans les caisses du service national des renseignements et devraient empocher 1/3 comme salaire avec un bonus de 1/10 de la somme récoltée. Ils sont ainsi venus réclamer leur salaire après avoir été à Bujumbura la permanence nationale du CNDD-FDD et au service national de renseignement pour vérifier si les fonds qu'ils ont collectés ont été effectivement versés. Mais, ils ont eu une réponse négative puis qu'aucun sou n'a été versé par eux. Ainsi, ils demandent que la justice soit faite et que leurs responsables soient traduits devant les tribunaux. [isanganiro/rpa/bonesha] - Le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) affirme qu'il a suffisamment de sang et que les hôpitaux peuvent désormais s'approvisionner sans problème. Le directeur de ce centre affirme qu'il y a, depuis ce mercredi, plus de 1300 poches remplies de sang alors qu'ils continuent de récolter. Le docteur Gilbert Nduwayo trouve pourtant que le problème reste les dettes que les hôpitaux doivent à ce centre alors qu'avant chaque transfusion, les patients doivent payer le sang. Il se demande alors où va cet argent qui n'est pas restitué au centre à qui il appartient. Il demande que cette situation soit résolue puisque les hôpitaux lui doivent plus de 300 millions de francs. Il annonce aussi qu'un document de politique générale de ce centre a été présenté aux partenaires afin de déterminer si le sang manque encore une fois dans ce centre. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha] - Le syndicat CONAPES s'insurge contre la lenteur qui caractérise les autorités du ministère des Finances, celui de l'Enseignement et celui de la Fonction publique dans le traitement de leurs revendications. Le président de ce syndicat annonce qu'ils ont déjà saisi le comité de dialogue social pour qu'il étudie leur cas. Emmanuel Mashandari trouve que la question d'harmonisation des salaires doit être étudiée en Conseil des ministres comme la ministre de la Fonction publique l'a promis lors des dernières rencontres qu'ils ont eues à Rumonge. Il trouve qu'ils ont déjà signé beaucoup de documents mais qu'ils ne sont pas mis en application et de ce fait, il ne reste qu'à recourir à d'autres voies légalement reconnues pour faire leurs revendications. [rtr/isanganiro/rpa/rpa/bonesha]